

MOBILISATIONS EN SERBIE, UNE ENDURANCE QUI PAIE ?

REGARD DE FONDEMOS :



Il y a un an en Serbie, le 1er novembre 2024, l'auvent d'une gare rénovée à Novid Sad s'est effondré et a tué seize personnes.

Pour beaucoup, ce n'était pas un accident, mais la preuve d'un État miné par les marchés opaques et les réseaux d'intérêts.

L'enquête a conduit à des inculpations, mais la rue a demandé plus que des têtes : la publication complète des contrats, des audits et des chaînes de décision pour que la sécurité publique retrouve sa crédibilité.

Depuis, les veillées du 1er de chaque mois rassemblent des foules silencieuses qui portent des portraits, allument des bougies et maintiennent leur ligne non violente. Les **étudiants** sont devenus la cheville ouvrière de cette endurance, rejoints par des avocats et des professionnels du bâtiment.

En un an, les formes d'action ont évolué sans se dénaturer : marches disciplinées, mémoriaux, blocages à durée limitée, documentation rigoureuse des faits. Les **revendications se sont élargies** : justice indépendante, médias libres, transparence des marchés publics et lutte anticorruption, contrôle parlementaire renforcé. Premier signe du poids de la rue : le Premier ministre Miloš Vučević a donné sa démission fin janvier 2025.

L'Union européenne a certes dénoncé les violences et rappelé les exigences d'État de droit. Mais pour peser réellement, elle doit convertir ces positions en **conditions liées au processus d'adhésion**, avec une observation indépendante des procédures, et du calendrier. Tant que ces repères ne sont pas explicites, la pression demeure aisément contournable.

L'accustion **d'ingérence** étrangère utilisé par le gouvernement sert de paravent commode, dans une région marquée par plusieurs « *révolutions de couleur* ». Mais ce qui s'est joué à Novi Sad n'est ni un script importé ni un duel UE-Russie. Le deuil collectif s'est mué en exigence civique, ancrée dans des visages, des documents rendus accessibles et des actes judiciaires traçables.

Le mot qui revient dans les cortèges, « Personne n'est fatigué ! », dit une énergie que la répression croissante n'a pas entamée.

Un an après le drame, la commémoration mensuelle continue. Elle rappelle que les **mouvements pacifiques bien organisés**, parfois inspirés des expériences voisines, savent tenir tête aux régimes autoritaires, et que la transparence n'est pas qu'une revendication, mais une méthode. À présent, les manifestants réclament des élections anticipées avec des garanties crédibles ; si le gouvernement accepte l'épreuve de vérité, la Serbie pourra mesurer si la mémoire des victimes a réellement déplacé la frontière du possible.